



2024/044 URBANISME

ARRETE DE MISE A L'ENQUETE PUBLIQUE

Enquête publique relative à la modification n°1 d'une aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP)

Le Maire de la Ville de Combours,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L123-1 et suivants,

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L 123-1 et suivants et R 123-1 et suivants modifié par le décret n°2011-2018 du 29 décembre 2011,

Vu le code du patrimoine, et notamment ses articles L 642-1 à L 642-10 relatifs à l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP),

Vu la loi n°2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement de la loi Grenelle I,

Vu la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement dite loi Grenelle II en son article 28,

Vu le décret n°2011-1903 du 19 décembre 2011 relatif aux aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine,

Vu la loi n°2016-925 relative à la liberté de la Création, à l'Architecture et au Patrimoine (LCAP) promulguée le 7 juillet 2016 a instauré les sites patrimoniaux remarquables (SPR)

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Combours ;

Vu la délibération du conseil municipal du 13 décembre 2017 approuvant la création de l'Aire de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) valant Site Patrimonial Remarquable (SPR), en application de la loi du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'Architecture et au Patrimoine, dite loi LCAP .

Vu la délibération du conseil municipal du 24 mai 2023 approuvant le lancement d'une procédure de modification du règlement du Site Patrimonial Remarquable

Vu les pièces du dossier soumis à l'enquête notifiées aux personnes publiques dans les conditions définies à l'article L.123-13

Mairie de Combours

Rue de la mairie – CS 50042 – 35270 COMBOURG

Téléphone : 02.99.73.00.18 Courriel : mairie@combours.com – Site internet : www.combours.com

Le Commissaire Enquêteur
Marie-Jacqueline MARCHAND

Vu la décision en date du 26/02/2024 de Monsieur Le Président du Tribunal Administratif de Rennes désignant Madame Marie-Jacqueline Marchand, en qualité de commissaire-enquêtrice

ARRETE

Article 1^{er} : objet du projet et date de l'enquête publique

Il sera procédé à une enquête publique sur la modification d'une Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine de Combourg, pour une durée de 32 jours, à partir du lundi 15 avril 2024 à 9 h 00 et jusqu'au jeudi 16 mai 2024 à 17 h 00 inclus.

L'AVAP a pour objet de promouvoir la mise en valeur du patrimoine bâti et des espaces dans le respect du développement durable. Elle est fondée sur un diagnostic architectural, patrimonial et environnemental, prenant en compte les orientations du projet d'aménagement et de développement durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme (PLU), afin de garantir la qualité architecturale des constructions existantes et à venir ainsi que l'aménagement des espaces.

Le dossier de modification de l'AVAP se compose des pièces suivantes :

- une notice de présentation de la modification n°1
- un règlement comprenant des prescriptions relatives aux projets de constructions ou de rénovation ainsi que des règles relatives à l'intégration architecturale et à l'insertion paysagère des constructions, ouvrages, installations ou travaux visant tant à l'exploitation des énergies renouvelables ou économie d'énergie, qu'à la prise en compte des objectifs environnementaux.
- des documents graphiques faisant apparaître le périmètre de l'aire et ses différents secteurs ainsi qu'une classification des éléments bâtis ou paysagers à protéger et dont l'évolution doit être encadrée.

Article 2 : désignation du commissaire enquêteur

Madame Marie-Jacqueline MARCHAND, a été désignée en qualité de commissaire-enquêtrice par le président du tribunal administratif en date du 26 février 2024.

Article 3 : modalités de mise à disposition du dossier au public

Durant la période de l'enquête publique qui se déroulera durant **32 jours** consécutifs à compter du lundi 15 avril 2024 – 9 h 00 et jusqu'au jeudi 16 mai 2024 – 17 h 00.

Les pièces du dossier, ainsi qu'un registre d'enquête, seront déposés à la mairie de Combourg pendant 32 jours consécutifs aux jours et heures habituels d'ouverture au public de la Mairie (sauf samedis, dimanches et jours fériés), du lundi 15 avril 2024 - 9 h 00 et jusqu'au jeudi 16 mai 2024 17 h 00 inclus, et aux autres jours suivants :

- du lundi au jeudi : de 8 h 30 à 12 h 00 et de 14 h 00 à 17 h 30
- le vendredi : de 8h30 à 12 h 00 et de 14 h 00 à 17 h 00

chacun pourra prendre connaissance du dossier et consigner éventuellement ses observations sur le registre d'enquête.

Le public pourra adresser ses observations par écrit « à l'attention du commissaire enquêteur » à la mairie, soit par courrier (rue de la mairie – CS50042 – 35270 COMBOURG) soit par courriel (mairie@combours.com), en rappelant l'objet « enquête publique – modification n°1 de l'AVAP »

Dès la publication de l'arrêté d'ouverture d'enquête et durant toute la durée de l'enquête toute personne pourra, sur sa demande et à ses frais obtenir communication du dossier d'enquête.

Le dossier sera également consultable sur le site internet de la Ville de Combours
<http://www.combours.bzh>

Article 4 : identification de la personne responsable du projet

Toute information relative au projet d'AVAP pourra être demandée auprès du Maire de Combours.

Le projet d'AVAP, soumis à enquête publique, a été élaboré par la Ville de COMBOURG dont le siège se situe rue de la mairie – CS 50042 – 35270 COMBOURG (Tél : 02.99.73.00.18).

Article 5 : permanences du commissaire enquêteur

La commissaire-enquêtrice tiendra une permanence à la mairie les :

- mardi 16 avril 2024 de 14 h 00 à 17 h 00
- mercredi 24 avril 2024 de 14 h 00 à 17 h 00
- jeudi 16 mai 2024 de 14 h 00 à 17 h 00

Article 6 : dispositions à prendre à la clôture de l'enquête

A l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête et les documents annexés le cas échéant seront transmis sans délai à la commissaire-enquêtrice et clos par lui.

La commissaire-enquêtrice transmettra à Monsieur Le Maire de Combours son rapport et ses conclusions motivées dans un délai d'un mois à compter de la date de clôture de l'enquête.

Article 7 : diffusion du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur

A l'issue de l'enquête, le public pourra consulter le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur à la mairie, aux jours et heures habituels d'ouverture au public, pendant un an à compter de la date à laquelle ils seront transmis.

Les personnes intéressées pourront en obtenir communication dans les conditions prévues au titre premier de la loi du 17 juillet 1978 relatif à « la liberté d'accès aux documents administratifs et à la réutilisation des informations publiques ».

Une copie du rapport du commissaire-enquêteur sera adressée à M. le préfet du département d'Ille-et-Vilaine, ainsi qu'au Président du Tribunal Administratif de RENNES.

Article 8 : mesures de publicité

Préalablement à l'ouverture de l'enquête publique, le présent arrêté sera publié par voie d'affichage et éventuellement par tout autre procédé en usage à la mairie de Combourg.

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête sera publié quinze jours au moins avant le début de celle-ci et rappelé dans les huit premiers jours de l'enquête, dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département :

- ouest France
- le pays malouin

Cet avis sera affiché notamment à la Mairie et dans les lieux fréquentés par le public.

Article 9 : notification

Une copie du présent arrêté sera adressée à :

- M. le Préfet de la Région Bretagne – Préfet d'Ille et Vilaine
- M. le Sous-Préfet de Saint-Malo
- M. Le Greffier du Tribunal Administratif de Rennes
- Mme La commissaire enquêtrice

Article 10 : décisions pouvant être adoptées au terme de l'enquête par les autorités compétentes.

A l'issue de l'enquête publique la commission locale peut être consultée en cas de remarques difficiles.

A l'issue de l'enquête publique, la ville de COMBOURG saisira le préfet d'Ille et Vilaine pour accord sur le projet.

Après accord du Préfet, le projet de modification de l'AVAP, éventuellement amendé pour tenir compte de l'avis du commissaire enquêteur, sera transmis par l'autorité compétente à l'assemblée délibérante de la commune de COMBOURG, laquelle sera appelée à statuer sur la modification de l'AVAP.

Article 11 :

Monsieur Le Directeur Général des Services de la Commune de Combours est chargé,
en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Combours, le 13 mars 2024

Le Maire,
Joël LE BESCO

